

Réunion régionale de la région MENA

Les 29 août et 4 septembre, la région Moyen-Orient et Nord du Afrique de la Marche mondiale des femmes a tenu sa réunion régionale.

Environ 8 pays de la région du Moyen-Orient et de Nord du Afrique ont participé aux sessions virtuelles via Zoom lors d'une réunion qui constitue également une préparation à la conférence internationale qui se tiendra en octobre 2021.

La réunion a débuté par une déclaration d'ouverture de la coordinatrice régionale et membre du Comité international, Rubah Odeh, avec une présentation de la lutte des femmes dans la région, malgré les défis auxquels elles sont confrontées et leur capacité à achever la marche jusqu'à ce que nous soyons tous libres. Khadija Ryadi, coordinatrice du Maroc, a également fait une analyse du contexte.

Huit coordinations ont assisté, à savoir celles du Maroc, Algérie, Tunisie, Jordanie, Irak, Palestine, Liban, et Kurdistan. Au total, 33 femmes.

Tenir la réunion en présence des représentantes des 8 coordinations est en lui même une chose positive. La rencontre a été une occasion enrichissante d'échanger sur leurs actions et leurs préoccupations.

La coordination algérienne qui a quitté depuis la RI a assisté pour la première fois, et c'est grâce à l'école féministe ou des sœurs algériennes ont participé et que le lien avec elles a été établi.

La réunion a permis à chacune des coordinations de présenter sa situation et de connaître les problèmes divergents et similaires des autres. Cela a également permis une réflexion commune sur la région.

Cette rencontre a eu lieu après l'élargissement de notre groupe, qui a vu l'année dernière l'inclusion de l'Irak, de la Jordanie, du Liban et enfin de l'Algérie, qui comprennent tous des jeunes femmes de différents domaines, classes et origines culturelles. D'ailleurs, les camarades algériennes qui appartiennent au peuple autochtone Amazigh ont présenté un problème lié à la langue arabe qui n'est pas la leur, et ont proposé que leur coordination continue à travailler au sein de la région africaine ou elle a déjà commencé au lieu de l'appartenance au MENA. Cette question a été aussi une préoccupation de la coordination marocaine qui soutient les droits des amazighs au Maroc.

Dans le cadre de cette rencontre, la situation des femmes sous occupation en Palestine a été un point de discussion crucial. Plus précisément, les camarades palestiniens ont parlé de la situation des femmes prisonnières politiques dans les prisons israéliennes et des conditions désastreuses qu'elles doivent traverser, en particulier nos camarades Khitam Saafin et Khalida Jarrar.

Parmi les sujets abordés lors de la réunion était la situation des femmes détenues politiques. En particulier, la situation des prisonnières qui ont contribué à la lutte des femmes en Palestine et au Kurdistan a été mentionnée. Ce sont surtout les femmes qui sont touchées par les pressions politiques, les crises économiques, les violations des libertés, toutes sortes de violences contre les femmes par l'État et la société, la situation des femmes dans le contexte de la pandémie a également été abordée.

La rencontre a été l'occasion d'échanger sur la situation dans la région. En particulier, la repercussion des guerres et les conflits armés sur les femmes et dont elles paient le prix d'une

façon plus forte ; les crises économiques et la détérioration presque totale des services publics dans plusieurs pays ; La fragilité de la situation politique dans nos pays par l'absence de démocratie, et la domination de la répression et la violation des libertés ; La violence contre les femmes qui prend des formes très sévères dont les féminicides, et qui s'est accentuée dans le contexte du Covid ; l'instrumentalisation de la crise sanitaire par les régimes despotiques en place en serrant encore plus l'étau autour des populations pour dominer l'espace public et interdire les différentes formes d'expression, qui sont réprimées en utilisant les arrestations et les procès politiques. La réunion a aussi échangé autour des luttes des femmes ouvrières dans nos régions, dont la situation s'est détériorée sous le Covid, ainsi que les alliances à bâtir pour rassembler les efforts et les difficultés rencontrées à cet égard.

Avancées sur l'agenda international à partir de l'expérience de la région

- L'inclusion de 4 pays supplémentaires dans notre groupe régional est certainement une avancée de notre action, même si elles n'ont pas toutes accumulés les mêmes expériences et acquis le même rythme d'activité. Il est nécessaire d'inclure davantage de pays et de territoires, ce sur quoi nous travaillerons au cours de l'année à venir.

- Les différentes actions que nous avons pu mener cette année, malgré la pandémie, le confinement, et l'hibernation quasi totale de l'action politique, ou encore l'emprise des régimes oppressifs et de l'occupation.

Elargissement de quelques coordinations nationales qui ont pu rassembler des dizaines d'organisations et de mouvements locaux et assurer leur participation dans des mobilisations locales telles que la solidarité avec le peuple palestinien et la célébration du 17 octobre.

Défis à relever sur l'agenda international à partir de l'expérience de la région

- Travailler sous la pandémie, le confinement et l'oppression politique.

- renforcement des luttes des femmes contre les régimes despotiques des pays de la région : La région ayant connu plusieurs bouleversements politiques il y a 10 ans, elle n'a pas encore retrouvé la stabilité, et les acquis réalisés sont très fragiles voire menacés par des régressions que les populations vivent déjà, ce qui constitue un vrai défi devant la MMF dans la région ;

- Le discours du féminisme libéral diffuse par des ONG bien financées, qui se trouve dans de nombreux pays de la région MENA, et qui affronte le discours féministe anticapitaliste, antiraciste et anti-impérialiste

Défi de la construction des alliances contre l'offensive du capitalisme et ses politiques prédatrices qui s'attaquent aux populations déjà appauvries, menacent les acquis des femmes et accentuent leur précarité. Ce qui fait que les coordinations sont appelées à défier les divergences et renforcer l'action des différentes composantes qui luttent contre le néolibéralisme et la barbarie du capitalisme.

Le défi de la langue a été discuté sous deux angles différents :

D'abord celui qui a traité la langue arabe en tant que langue utilisée dans les réunions de la MMF région MENA, et que les coordinations du MENA espèrent voir intégrée parmi les langues officielles de la MMF. Ceci les interpelle à trouver les compétences et les moyens

logistiques pour assurer l'interprétation et les traductions nécessaires pour atteindre cet objectif ;

Aussi, la langue a été évoquée sous un autre axe. Il s'agit de l'axe identitaire. Car l'identité arabe n'est pas une identité commune à tous les peuples de la région, surtout au Maghreb où la majorité des populations sont amazighes et leur langue ainsi que leur culture se voient marginalisées voire réprimées. A ce niveau la coordination algérienne a même proposé de rejoindre la région Afrique ou elle a déjà commencé à travailler avant de rejoindre la région MENA, car les amazighs sont plus liés à l'identité africaine que l'identité arabe qui domine dans le MENA. Cette question est laissée à l'appréciation de la rencontre internationale car elle concerne d'autres régions autre que le MENA à savoir l'Afrique.

Les attentes de la région pour la rencontre international de la MMF

- La Coordination Palestine a recommandé la nécessité d'une solidarité internationale de la part de la Marche Mondiale envers la question des femmes en Palestine, d'autant plus que la Palestine est le seul pays qui souffre d'une occupation de sa terre, de son peuple et de ses ressources, en insistant sur l'adoption de la question d'exiger la libération de toutes les femmes détenues et détenues des prisons de l'occupation dans tous les postes de lutte de la marche et de ses activités dans tous ses formats.

- La production d'un plan d'action pratique pour les prochaines années, la consolidation d'actions évolutives et faciles à mettre en œuvre à court et long terme, déduites de notre travail de terrain et des échanges avec les femmes de nos pays respectifs.

- Mettre en place des écoles politiques et techniques pour notre région et dans nos pays respectifs. (qui traiteraient du Féminisme, théorie de l'économie politique, santé sexuelle et reproductive, médias, arts, etc., ainsi que des formations techniques en peinture, écriture, musique, etc.)

- Notre opposition à l'extrémisme religieux et à la pensée patriarcale doit être au premier plan de la solidarité mondiale

- Donner la priorité à la crise économique et sociale qui accroît la pauvreté et la précarité des femmes dans notre région et dans le monde.

- Inscrire à l'agenda de la Marche Mondiale de nouvelles journées internationaux à célébrer:

- 1- Le 30 mars, la Journée de la Terre palestinienne en tant que journée mondiale qui commémore la révolte du peuple palestinien contre la confiscation de ses terres par l'occupant sioniste
- 2- Le 29 novembre, Journée mondiale de solidarité avec le peuple palestinien, qui nécessite l'implication de la marche mondiale des femmes dans le mouvement de solidarité qui s'organise à l'occasion de cette journée qui mémorise la date de la partition de la Palestine en 1947.
- 3- Adopter une journée internationale dédiée à la condamnation de l'extrémisme religieux violent, et à la solidarité avec ses victimes, et à la lutte contre toutes les formes de terrorisme, aussi bien celui des groupes armés, que celui des Etats ainsi que celui de l'occupation et la colonisation, commis partout dans le monde.